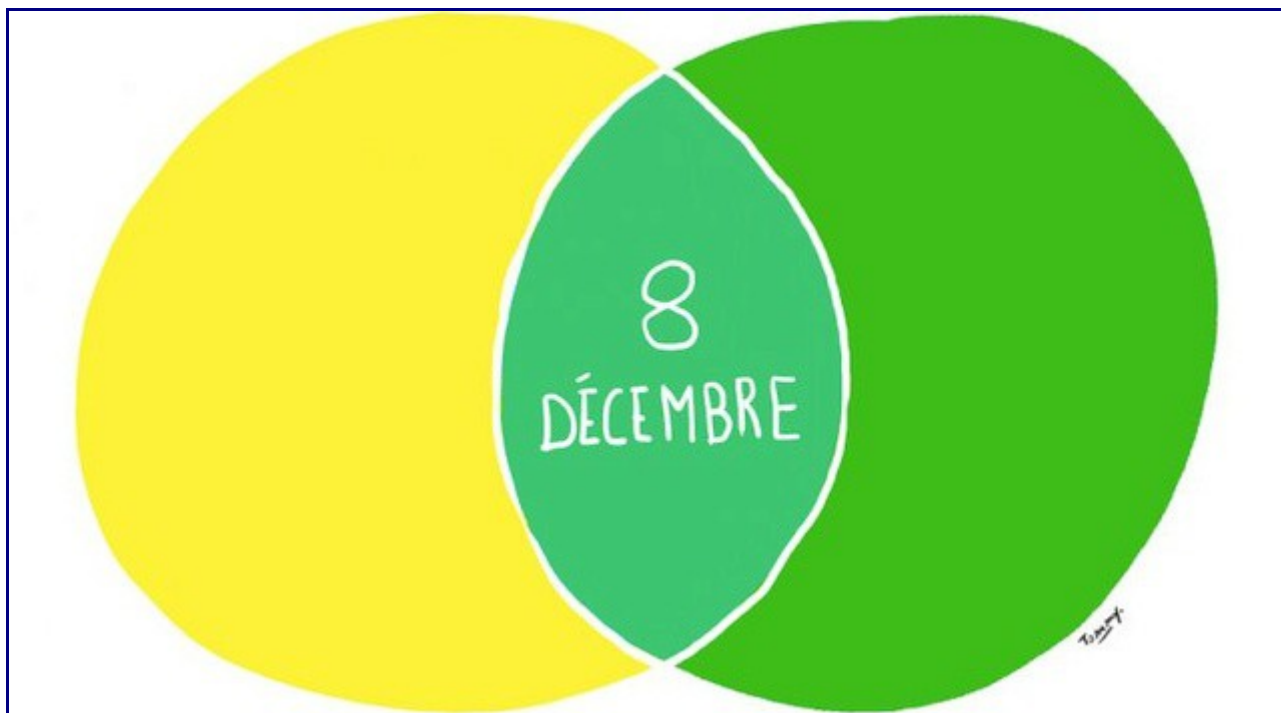


Jaunes, verts : mêmes colères

Les « fins de mois » et les « fin du monde » sont tout autant « victimes de ce système plumant les plus pauvres pour donner aux plus riches en même temps qu'il saccage la planète », explique l'auteur de cette tribune. Qui propose une taxe carbone permettant de financer la transition énergétique et la justice sociale et appelle aux rassemblements du 8 décembre.



Le gouvernement voudrait bien diviser, ou voir s'affronter, entre les « fins de mois » et les « fin du monde », celles et ceux qui combattent sa politique.

Nous ne tomberons pas dans ce piège pour deux bonnes raisons :

La première est que nous sommes « en même temps » les un-e-s et les autres. Nous sommes victimes de ce système plumant les plus pauvres pour donner aux plus riches en même temps qu'il saccage la planète et les conditions mêmes de nos vies à moyen terme.

La seconde est que nous voyons bien que ce gouvernement n'apporte aucune solution réelle ni à nos problèmes individuels de fins de mois ni à notre problème collectif de fin du monde. Le chômage de masse est toujours là, les inégalités sociales explosent et « en même temps » la biodiversité recule et les émissions de gaz à effet de serre responsables du dérèglement climatique ont augmenté de 3,2 % en 2017 au « pays de la COP21 » !

Bref, il y a beaucoup de beaux discours, tant pour le climat que pour le pouvoir d'achat, tant contre le chômage que contre les gaz à effet de serre. Mais seulement ça : des discours. Les actes eux, les politiques concrètes, sont trop souvent le contraire exact des belles intentions proclamées.

Et de cela nous n'en pouvons plus ! Nous ne supportons plus ce sentiment profond qu'on se fiche de nous, et qu'au lieu de servir l'intérêt général, la puissance publique le sacrifie au profit d'une minorité déjà trop riche, trop puissante et aux comportements socialement et écologiquement dévastateurs.

Des décennies de politiques néolibérales ont considérablement dégradé nos sociétés, menaçant sérieusement la démocratie et le vivre ensemble, sapant nos libertés, l'égalité et la fraternité. Dans

le même temps, le capitalisme et la religion de la croissance à tout prix ont réussi à déstabiliser les conditions mêmes de nos vies sur terre, par la perturbation dangereuse de la biodiversité, des grands équilibres écologiques et du climat lui-même. Les scientifiques nous en alertent, par dizaines de milliers : nous n'avons plus que quelques années pour agir, massivement, si nous voulons éviter le pire à nos enfants.

Des propositions portées depuis presque dix ans

Nous souffrons des mêmes maux même si nous ne réclamons pas toujours les mêmes remèdes. Nous souffrons de la baisse de notre pouvoir d'achat, de l'injustice sociale et fiscale, de l'exclusion et du chômage, du démantèlement des services publics ou des trains de nuit, de notre dépendance à la voiture individuelle, de la dégradation de notre environnement, de la contamination de notre air et de notre nourriture, de la déstabilisation du climat.

Au moment où le Premier ministre annonce un moratoire sur la hausse de la taxe carbone, soulignons d'abord que les gilets jaunes et beaucoup de militant.e.s climat étions d'accord pour la juger socialement injuste et écologiquement inefficace. Socialement injuste car après la suppression de l'ISF et les multiples cadeaux fiscaux faits aux plus riches, il était inacceptable pour les plus pauvres d'être encore plus taxés et ponctionnés. Écologiquement inefficace car ses recettes loin d'être intégralement affectées à la transition écologique finançaient le budget général voire carrément, via le CICE, des entreprises polluantes ! Le moratoire annoncé doit être l'occasion d'une remise à plat totale de la fiscalité en France pour aboutir au plus vite — il y a urgence — à une réforme fiscale globale ayant deux objectifs essentiels : la justice sociale et la transition écologique. Nos mobilisations doivent continuer jusqu'à gagner sur ce point fondamental.

Mais puisqu'il faut laisser sous le sol sans les exploiter les trois quarts des réserves d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) actuellement connues si on veut limiter l'emballement du climat, la question se pose toujours de la manière de limiter au maximum la consommation de ces énergies là. Bref, comment concevoir dans le cadre de cette réforme fiscale globale une taxe carbone permettant elle une transition massive, juste et solidaire vers un autre système, plus soutenable. Voici, pour tenter d'avancer dans le débat et la réflexion commune avec toutes celles et ceux qui luttent en ce moment, les propositions portées depuis presque dix ans déjà par le mouvement « urgence climatique et justice sociale » Bizi !

Nous voulons une taxe carbone s'appliquant, sans aucune exception (kérosène, sites industriels soumis au marché carbone européen, etc.), à tous les carburants, moyens de chauffage, productions diverses provenant des énergies fossiles. Son taux sera ambitieux, permettant de dégager des recettes de plus en plus importantes qui serviront intégralement à financer deux grands postes :

la transition énergétique avec l'isolation des logements, le changement des modes de chauffage, un réaménagement du territoire, le développement des transports collectifs de proximité dans les villes et les campagnes, du télétravail, des infrastructures cyclables et d'une indemnité kilométrique vélo obligatoire, du fret ferroviaire, maritime et fluvial, la reconversion de l'agriculture industrielle, le développement des énergies renouvelables ; tout cela sera fortement créateur d'emplois et tout cela sera bon pour notre pouvoir d'achat en nous permettant de dépenser moins d'argent en chauffage, déplacements, et en nous protégeant contre les hausses inévitables et très importantes du pétrole et du gaz dans les années à venir ;

la justice sociale avec un fond de solidarité pour les ménages les moins aisés ou vivant dans les zones provisoirement mal desservies par les transports collectifs. Ce fond permettra, par des chèques forfaitaires, de compenser le surcoût mensuel causé chez ces secteurs-là de la population par la taxe carbone, le temps qu'ils aient accès à de véritables alternatives de déplacement, le temps que leur logement ait été isolé et équipé d'autres modes de chauffage... L'objectif est que la taxe carbone soit totalement compensée pour les 50 % les moins riches de la population, et que les 20 %

les plus pauvres aient même à gagner dans la mise en place de ce système. Ce fond servira également à contribuer au financement des efforts de réduction d'émission de gaz à effet de serre et d'adaptation aux conséquences du changement climatique dans les pays du Sud.

Faisons le maximum pour se retrouver, marcher ensemble ou au moins dialoguer

Cette taxe carbone s'intégrera dans une réforme globale de la fiscalité en France (visant à faire porter un effort supplémentaire en faveur de la transition sociale et écologique sur les 20 % les plus riches de la population. À titre d'exemple, rappelons ici qu'il y a plus de deux millions de millionnaires en France) et devra être accompagnée d'un plan européen de financement de la transition.

Le samedi 8 décembre, plus de 140 marches sont organisées partout en France pour sonner l'urgence climatique, n'en déplaise au ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, qui a osé demander leur annulation. Le même jour, les Gilets jaunes seront très certainement mobilisés dans un grand nombre d'endroits. Faisons le maximum pour se retrouver, marcher ensemble ou au moins dialoguer.

Le 8, manifestons nos colères et nos demandes de manière unie, déterminée et non violente. Construisons ensemble des propositions répondant à la fois au court et au moyen terme. Luttons « en même temps » contre l'injustice sociale et la précarisation de notre quotidien, et pour préserver un monde vivable pour nos enfants.

Oui, ensemble, nous sommes une force immense, et nous pouvons changer le système avant qu'il ne soit trop tard.